

## Épreuve d'admission du concours droit-économie 2021

--

### Épreuve orale d'entretien

#### Sujet n° 13

A partir du document ci-dessous vous devez produire un raisonnement personnel et proposer une réflexion qui vous soit propre. Vous devez à la fois raisonner argumenter et exercer votre esprit critique sur le texte. Votre exposé durera 10 minutes maximum.

<b>Le rôle de l'expert</b>
----------------------------

L'expertise en question

Emmanuelle Huisman-Perrin

Raison présente 2021/1 (N° 217), pages 5 à 13

(978 mots)

Le terme d'expert est ancien, depuis le début du xive siècle il sert à désigner en français une personne qui a fait ses preuves, qui a acquis par expérience une grande habileté dans un domaine. Pendant très longtemps, le terme a été utilisé de façon particulière, notamment en droit, pour désigner les spécialistes. Un expert auprès des tribunaux, un expert en écritures ou en assurance, sont autant de personnes habilitées à émettre un avis sur une question exigeant des connaissances techniques. On les consulte et ils répondent avec précision aux questions qu'on leur soumet. Ils sont souvent agréés auprès d'une instance donnée. Ce rapport à la compétence et à la connaissance ne peut pas faire l'objet d'un quelconque retour critique. C'est dans un nouvel usage du recours à l'expertise que la question d'un déficit d'autorité et de légitimité peut se poser et celui-ci porte directement sur l'utilisation de l'expertise en politique. Et cette montée de l'expertise semble révélatrice d'un moment où la gestion du risque et de la décision complexe ouvre un véritable marché de l'expertise, où les savoirs interactifs semblent valoir bien davantage que les connaissances académiques et où le libéralisme institue partout des évaluations, des notations, des audits, introduisant de l'expertise au cœur de toute décision publique. Les moments de crise, leurs successions, leurs fréquences sont révélateurs d'un rapport de plus en plus soutenu à l'expertise qui aujourd'hui mérite qu'on s'y arrête de façon critique.

Premièrement, si « l'expert » peut être désigné comme tel, c'est compte tenu de sa compétence spécifique, de son privilège épistémologique dans un domaine particulier. L'expertise implique une spécialisation, un domaine de référence précis où l'on est très savant. Depuis le syncrétisme humaniste de Pic de la Mirandole au xve siècle, nul savant ne peut se targuer d'opérer une synthèse des savoirs et l'on reconnaît dans les sciences une spécialisation allant inévitablement croissant. L'expert serait cet individu « *qui a décidé d'atteindre l'excellence suprême dans un domaine étroit aux dépens d'un développement équilibré* ». Il y a, sous ce sarcasme, le présupposé qu'une hyperspécialisation n'est pas nécessairement un atout dans les sciences, elle est davantage une nécessité avec laquelle il faut bien composer, et la capacité de mettre en lien et en commun des domaines de recherches différents est un gage d'ouverture et une promesse de succès. On

reconnaît l'expert à cette spécialisation où la supériorité des connaissances n'est éclairante que pour une petite partie du réel et pour elle seule. Si l'expert peut statuer en surplomb, c'est précisément sur son domaine strict et pas ailleurs. Le terme même d'expert comprend aussi l'idée de sa supériorité, non seulement vis-à-vis des autres citoyens, mais également vis-à-vis de ses pairs. Son privilège d'expert/ex-pairs (pourrait-on ironiser) tiendrait à cela. Il y a là une contradiction qui n'est pas fréquemment relevée. Soit les pairs peuvent tous prétendre au titre d'expert dans un domaine précis soit les raisons pour lesquelles on sollicite tel savant tiennent davantage à son réseau ou à son entregent, qu'il est mieux connu des journalistes et plus soucieux de faire parler de lui que ses pairs. Ici on peut penser à l'entre soi qui semble régner sur les plateaux de télévision, ou à l'antenne de certaines radios quand ce sont toujours les mêmes « experts » qui viennent informer les auditeurs supposément profanes.

Le deuxième trait de l'expert est de revendiquer cette supériorité de savoir pour orienter et faire pencher la décision politique. L'expert est un « influenceur », comme on dit aujourd'hui sur les réseaux sociaux, et son savoir n'a de sens que s'il se traduit en action. Ce lien d'influence peut s'exercer de différentes façons : dans le conseil direct aux gouvernants bien sûr, mais également en direction de la société civile, en s'exprimant dans les médias, ou en tentant de mettre concrètement en place des programmes de santé publique pour l'expert médical par exemple.

Ce rapport à l'action change sans doute le statut même du scientifique dont l'expertise le rend d'une certaine façon acteur politique puisque le décideur ou le gouvernant qui reconnaît son ignorance consent à lui laisser la main. Qui est en prise sur la décision politique, l'ingénieur, le scientifique ou le politique ? Cette question éminemment politique oblige à interroger le statut épistocratique de l'expertise. Et sa réponse est aussi éclairante que simple : s'il faut en démocratie refuser la montée en puissance du pouvoir des experts dans la décision publique, c'est d'abord et avant tout qu'aucune charge politique ne leur a été démocratiquement conférée.

Le troisième trait de l'expert est sa reconnaissance sociale et la place que la société lui confère. Certes les experts peuvent s'auto-proclamer : certains peuvent apparaître ainsi, tant la mise en scène de l'expertise, à la télévision notamment, dans le contexte de certaines crises, peut revêtir des allures ubuesques, « l'expert » semblant alors sortir d'un chapeau. Mais en règle générale, la reconnaissance de l'expert est liée à un processus institutionnel, sa compétence venant de sa formation tant académique que professionnelle et de la reconnaissance de ses pairs. Est-ce à dire que les experts constituent une communauté de spécialistes, partageant des savoirs communs au point d'être pratiquement interchangeables ? Rien n'est moins sûr, ce qui peut alimenter le scepticisme des profanes. En période de crise et d'incertitudes, les controverses opposant les infectiologues, par exemple, risquent de tourner à la polémique tant l'urgence suscite les craintes. Les réseaux sociaux amplifient encore ces polarisations en élisant des « sauveurs » ou en stigmatisant des « mous », qui ne sont en fait que des prudents. Le dialogue pacifié entre spécialistes ne va pas tellement de soi dans une société où les structures traditionnelles de la recherche ont été de plus en plus appauvries et où la concurrence entre chercheurs est grande. Faut-il, dès lors que l'on saisit les utilisations qui sont faites de la notion d'expert, critiquer le fait de recourir à eux ?

---